

Réponse à la consultation publique sur

La réutilisation de la bande 1800 MHz par des technologies autres que le GSM

Bouygues Telecom, 28 septembre 2012

A l'attention de Monsieur Philippe DISTLER, Directeur Général
Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
7, square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

consultation1800MHz@arcep.fr

Préambule :

- Alors que la France est confrontée à une crise économique sans précédent et à un bouleversement du secteur télécom, le LTE est une opportunité pour relancer les investissements, dynamiser le secteur et préserver l'emploi. Il y a urgence.
- La demande des consommateurs est là, avec la croissance des usages Data, et les terminaux LTE sont disponibles sur toutes les fréquences. L'accélération du calendrier de la 4G en France est donc possible. Elle est aussi nécessaire parce qu'elle permettra le développement rapide de nouveaux usages et de nouveaux services ce qui est favorable à l'activité économique.
- L'ARCEP a annoncé, dès novembre 2009, qu'elle mènerait des travaux, début 2010, en vue de la réutilisation de la bande 1800 MHz.
- Le cadre réglementaire est prêt et pose le principe de la neutralité technologique des fréquences, notamment de la bande 1800 MHz.
- En France, deux acteurs (Orange et SFR) détiennent plus du 70% du marché, avec des cash-flows très conséquents et une marge de manœuvre largement supérieure à celle de Bouygues Telecom. Aucun risque de distorsion de concurrence ne saurait être retenu concernant un opérateur ne détenant que 16% de parts de marché.
- L'orientation de Bouygues Telecom vers le LTE 1800 est connue de l'ARCEP et du marché depuis 3 ans.
- [X]
- [X]
- Contrairement à ce qui est affirmé par nos concurrents, ce n'est pas autoriser Bouygues Telecom à faire du LTE1800 qui serait anticoncurrentiel, mais bien lui refuser cette possibilité ou poser des contraintes visant à la retarder.

Position de Bouygues Telecom

L'introduction rapide du LTE en France représente un enjeu considérable pour l'économie nationale, le secteur du numérique et l'industrie des communications électroniques en général. La mise en œuvre des nouveaux réseaux à très haut débit mobile en France est en effet une condition nécessaire au développement accéléré de l'économie numérique, elle-même facteur de croissance économique et de rebond pour le secteur des communications électroniques, propice au maintien et à la sauvegarde de nos emplois.

La demande des consommateurs, dont l'appétence pour la Data est de plus en plus grande, est également très forte.

Mais la France prend du retard, il y a maintenant urgence. Convaincu qu'il est dans l'intérêt national de tout faire pour favoriser le développement du très haut débit mobile en France, Bouygues Telecom soutient qu'un des plus sûrs moyen d'y parvenir efficacement est de permettre sans tarder la réutilisation de la bande 1800 MHz afin que les opérateurs qui le souhaitent puissent y exploiter la technologie LTE. Cette ouverture stimulera la concurrence et poussera l'ensemble des acteurs à développer plus vite cette technologie d'avenir.

Bouygues Telecom souhaite que cette décision soit prise par l'ARCEP dans les prochaines semaines pour mise en œuvre au début de l'année 2013.

1. En Europe l'écosystème LTE se développe sur trois fréquences (800 MHz, 1800 MHz et 2600 MHz) et la demande des consommateurs pour le très haut débit mobile est forte.

La technologie LTE est maintenant prête, elle a déjà été déployée avec succès dans de nombreux pays dans le monde. Progressivement l'écosystème complet se met en place, notamment au moyen de la diffusion de cette technologie au sein de l'offre de terminaux des constructeurs.

En Europe, l'écosystème (réseau et terminaux) est prêt sur trois bandes de fréquences : **800, 1800 et 2600 MHz. A vrai dire, si la France refusait le LTE 1800, elle ferait exception en Europe** (voir réponse à la question n°1).

- A fin juin 2012 le LTE 1800 MHz a déjà été lancé en Europe sur huit pays ;
- Cinq autres pays en Europe sont en cours déploiement LTE 1800 MHz, dont le Royaume-Uni, pays dans lequel l'introduction du LTE se fera d'abord sur la fréquence 1800 MHz,

avec un lancement commercial annoncé par EE¹ pour Noël 2012 ; en effet la réutilisation de la bande 1800 MHz pour le LTE encourage une utilisation plus efficace du spectre ;

- Les fabricants prévoient systématiquement une commercialisation de leurs terminaux LTE simultanément sur les trois bandes de fréquences européennes, à savoir 800, 1800 et 2600 MHz. Au quatrième trimestre de 2012, une douzaine de terminaux LTE tri-bande sont annoncés chez tous les grands fabricants, dont en particulier : [Σ<]

D'autres modèles sont annoncés, mais leurs références sont encore protégées par des accords de confidentialité imposés par les constructeurs.

- Apple a choisi dans un premier temps, via l'iPhone5, de limiter l'accès LTE à la fréquence 1800 MHz.

La demande des consommateurs est forte pour les nouveaux services. Le LTE va répondre à cette attente.

La croissance des trafics de données en mobilité est déjà extrêmement forte avec les technologies actuelles. Très rapidement les réseaux 3G ne suffiront plus à satisfaire la demande. Le déploiement rapide de LTE est une nécessité pour accompagner le développement exponentiel des usages. **En effet, le consommateur est en attente d'une continuité, voire d'un renforcement, de ses usages du fixe sur le mobile, avec plus de débit et un meilleur confort d'utilisation.** L'augmentation des performances sur les réseaux, permise par la technologie LTE et corrélée à celle des terminaux (processeurs plus puissants et écrans plus larges), va répondre à cette attente.

La France ne doit pas passer à côté de cette opportunité de développement du LTE par la réutilisation du 1800 MHz.

La bande 1800 MHz représente un atout pour satisfaire la demande des consommateurs. En conséquence, rien ne doit pouvoir s'opposer à ce que les opérateurs qui le souhaitent puissent proposer dès à présent le LTE 1800 à leurs clients.

2. Le cadre réglementaire est prêt et la réutilisation des fréquences 1800 est annoncée depuis 2009

L'ARCEP a en effet annoncé, dès 2009, la possibilité de réutiliser les fréquences 1800 MHz pour d'autres technologies que le GSM.

Bouygues Telecom a manifesté son intention de réutiliser les fréquences 1800 MHz pour le LTE dès 2009 en écrivant dans un courrier adressé au directeur général de l'ARCEP « *En effet, ainsi que vous en avez été informé, Bouygues Telecom pourrait envisager de réutiliser ses fréquences*

¹ Everything-Everywhere : JV Orange/T-Mobile au Royaume-Uni

1800 pour le LTE »². L'ARCEP a alors indiqué, dans un courrier du 25 novembre 2009, que suite à cette demande de Bouygues Telecom, « l'Autorité envisage de lancer une concertation, similaire à celle ayant servi à définir les conditions de réutilisation de la bande à 900 MHz, qui permettra de traiter le sujet de la réutilisation de la bande 1800 MHz pour tous les opérateurs en même temps. L'ARCEP mènera ces travaux à partir du premier semestre 2010 »³.

L'ARCEP a confirmé, dès 2010, auprès de l'ensemble des opérateurs, la possibilité de réutiliser les fréquences 1800 MHz pour le LTE.

Ainsi, Bouygues Telecom a réitéré cette demande par un courrier du 28 janvier 2010⁴ et le régulateur a confirmé, à l'occasion de sa consultation publique sur les modalités d'attribution des bandes de fréquences 800 et 2600 MHz (27 juillet – 13 septembre 2010) qu'il engagerait les travaux afin de permettre la réutilisation des fréquences 1800 MHz pour le LTE : « l'examen des quantités de fréquences ne peut désormais être réalisé de façon cohérente, objective et non discriminatoire qu'au vu de la situation qui prévaudra après l'attribution très prochaine de ces nouvelles ressources [800/2600 MHz]. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il paraît opportun d'examiner les modalités de réutilisation des fréquences 1800 MHz avec l'ensemble des opérateurs à partir de fin 2011 – début 2012 » (p. 65), **c'est-à-dire après l'appel d'offre visant à attribuer les fréquences 2600 et 800 MHz.**

Bouygues Telecom souhaite également rappeler que, selon l'ARCEP, le sujet de la réutilisation des fréquences 1800 MHz pour le LTE a également été évoqué par un autre opérateur dès 2010. Le régulateur indiquait en effet, dans sa consultation susvisée que « La question de la réutilisation de la bande 1800 MHz pour le déploiement d'autres systèmes que le GSM a été soulevée au premier trimestre 2010 par deux opérateurs mobiles » (p. 64).

Il était également indiqué que « [...] la question de la réutilisation des fréquences 1800 MHz par d'autres systèmes que le GSM a été soulevée au premier trimestre 2010, c'est-à-dire à quelques mois de changements importants dans les quantités de fréquences attribuées qui découleront de l'affectation des nouvelles bandes de fréquences 800 MHz et 2,6 GHz [...] il apparaît que c'est au regard de la mise en œuvre de la technologie LTE dans la bande 1800 MHz que semblent se positionner certains acteurs » (p. 65).

Ce rappel chronologique montre à quel point sont erronées les déclarations récentes des dirigeants [S<] selon lesquelles l'autorisation d'exploiter le LTE dans la bande 1800 MHz constituerait un sujet nouveau, qui était inconnu des acteurs de marché au moment des enchères sur les fréquences du dividende numérique, ce qui constituerait donc un changement des règles du jeu en milieu de partie. En réalité, tout cela était parfaitement connu de tous depuis plusieurs années et on s'étonne d'un tel manque de mémoire.

La réglementation européenne a également encouragé cette réutilisation rapide des fréquences 1800 MHz.

² [S<]

³ [S<]

⁴ [S<]

De fait, conformément à la décision 2009/766/CE de la Commission européenne du 16 octobre 2009, telle que modifiée par la décision 2011/251/UE du 18 avril 2011, la bande 1800 MHz est mise à disposition du LTE depuis le 31 décembre 2011.

La décision 2012/243/UE de la Commission européenne du 14 mars 2012 dispose à cet égard qu'en fonction de la demande du marché, les Etats membres doivent mettre en œuvre le processus d'autorisation, au plus tard le 31 décembre 2012, sans préjudice du déploiement existant de services et dans des conditions qui permettent aux consommateurs d'accéder facilement aux services à large bande sans fil.

La démarche de Bouygues Telecom s'inscrit parfaitement dans l'évolution du cadre réglementaire national et européen qui annonce, depuis 2009, une réutilisation des fréquences 1800 pour le LTE.

Chacun des acteurs a pu en prendre connaissance et a disposé du temps nécessaire pour s'y préparer.

3. Chaque opérateur doit rester libre de ses choix industriels qui se fondent sur son histoire propre, sur ses forces et ses faiblesses. Ainsi, Bouygues Telecom a choisi de démarrer son déploiement LTE sur la fréquence 1800 MHz

En France, les opérateurs disposent de structures de réseaux et de patrimoines fréquentiels différents, héritages de leurs histoires propres.

- **Orange et SFR ont été longtemps seuls titulaires de fréquences à 900 MHz, ce qui leur a permis de déployer très vite des couvertures réseaux étendues**, dont ils ont pu tirer parti en obtenant de fait des parts de marché supérieures.
- **Bouygues Telecom a été contrainte de concevoir le socle de son réseau 2G urbain sur le maillage et la fréquence 1800 MHz, beaucoup plus coûteux. Bouygues Telecom a beaucoup souffert de son introduction sur le marché du mobile sur la seule fréquence 1800 MHz**, qui l'a longtemps empêchée de proposer une couverture équivalente à celle de ses concurrents, tant en étendue qu'en qualité indoor. En conséquence le régulateur a prévu une attribution de spectre 1800 supérieure à ses concurrents en zones très denses. A l'inverse, Bouygues Telecom s'est vue attribuer moins de fréquences en dehors des zones très denses (21.6 MHz vs 23.8 MHz). Rappelons par ailleurs que la zone très dense ne représente que 30% de la population et qu'en moyenne notre affectation n'est que de 23.1 MHz vs 23.8 MHz pour Orange et SFR, soit une quasi égalité.
- Orange, SFR et Bouygues Telecom ont ensuite obtenu des **autorisations (15 MHz) 3G à 2.1 GHz. Free Mobile a délibérément choisi de n'acquérir qu'un bloc de 5 MHz à 2.1 GHz** et dispose, en outre, d'un droit à l'itinérance 2G, d'un droit d'accueil sur les sites 2G/3G de ses concurrents et d'un **contrat d'itinérance 2G/3G sur le réseau d'Orange**. Quant à Orange et SFR, elles ont obtenu un complément de 5 MHz à 2.1 GHz.

- Plus récemment, lors de l'appel à candidatures 4G portant **sur les fréquences 2.6 GHz**, Bouygues Telecom et SFR n'ont pu obtenir que 15 MHz, alors que **Orange et Free Mobile ont toutes deux obtenu 20 MHz, ce qui leur confère la possibilité d'offrir les débits 4G les plus élevés du marché pendant un certain nombre d'années.**

Compte tenu des ces spécificités et des nouvelles contraintes économiques de Bouygues Telecom ([<]), le choix de Bouygues Telecom s'est fixé sur un démarrage de son réseau LTE avec ses fréquences 1800 MHz. Comme indiqué *supra*, ce choix, rendu possible par les indications données par l'ARCEP **dès novembre 2009** et encouragé par le cadre européen, a été anticipé depuis trois ans et fait l'objet d'investissements importants en préparation de cette possibilité :

- Remplacement des équipements 2G par des équipements multistandard pour être en mesure de libérer plus facilement du spectre 1800 MHz ;
- Dès 2011, exclusion de notre gamme de terminaux des appareils les plus gourmands en bande passante 2G, dont certains plébiscités par nos clients.

Bouygues Telecom a activement contribué à l'extension au 1800 MHz de l'écosystème LTE européen : une première expérimentation terrain du LTE 1800 a été initiée dès T3 2009 dans le cadre d'une initiative multi opérateurs et multi constructeurs. Le but était d'accélérer la maturation industrielle de cette technologie. Cette expérimentation a fait l'objet d'une annonce publique dans un communiqué de presse d'Alcatel-Lucent en date du 8 décembre 2009. Elle comprenait un pilote technique LTE 1800 sur la ville d'Orléans (4 sites déployés sur le réseau de Bouygues Telecom), qui s'est déroulé sur la période 2010/2011. Les résultats de cette expérimentation ont été présentés à l'ARCEP le 9 mai 2011. En parallèle, de nombreuses communications publiques ont été effectuées au sein des forums internationaux en charge de ce sujet, ainsi que des rencontres fréquentes avec les grands équipementiers.

L'arrivée de cet écosystème à trois bandes de fréquences était donc connue depuis longtemps. Chaque opérateur a donc eu largement le temps de définir, en parfaite connaissance des possibilités offertes par la technologie, la meilleure stratégie industrielle le concernant.

A cet égard, Bouygues Telecom a choisi très tôt de faire les efforts nécessaires pour introduire le LTE dans cette bande.

Chaque acteur doit rester libre de ses choix industriels et de sa stratégie, eux-mêmes très étroitement déterminés par son patrimoine existant et ses moyens financiers. A ce titre il serait contre productif pour l'économie française de se restreindre, même provisoirement, à l'usage exclusif des fréquences LTE 800 MHz et 2600 MHz, alors que l'ensemble de l'écosystème européen fonctionne déjà sur trois fréquences. L'ARCEP elle-même a anticipé des évolutions ou souplesse en matière de gestion de fréquences pour exploiter le LTE. Ainsi, dans notre autorisation 2600 MHz a déjà été intégrée cette possibilité puisqu'elle dispose que « *Le titulaire satisfait cette obligation de couverture par l'utilisation des fréquences qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente autorisation et, le cas échéant, d'autres fréquences dont il serait par ailleurs titulaire* »

4. **Bouygues Telecom accepte le schéma cible proposé par l'ARCEP qui garantit l'accès équitable à la bande 1800 MHz aux quatre opérateurs et dans le cadre de la neutralité.**

Bouygues Telecom propose le calendrier suivant :

[X]

Ce calendrier est conforme aux principes d'égalité entre opérateurs et aux conditions d'une concurrence effective. [X].

A titre principal, nous proposons que le processus d'autorisation soit réalisé en **approche individuelle de préférence** pour s'affranchir des disparités stratégiques et industrielles des acteurs (approches techniques différentes) mais également pour éviter d'éventuels jeux tactiques [X] (un ou plusieurs acteurs pourraient par exemple avoir intérêt à faire échouer le processus, ce qui aurait pour conséquence directe d'empêcher Bouygues Telecom d'exister significativement sur le LTE à court terme...).

A titre subsidiaire, Bouygues Telecom serait d'accord pour s'inscrire dans une **démarche coordonnée** sous réserve qu'elle **respecte les mêmes dates d'ouverture et de restitution** que celles mentionnées au-dessus.

5. **L'ouverture de la bande 1800 MHz au LTE aux conditions proposées au paragraphe n°4 n'engendre aucune rupture de l'équité concurrentielle**

Il n'y a pas d'obstacle à la levée des restrictions prévues au II de l'article L. 42 du CPCE **dès le premier trimestre 2013**. Dans ces conditions, **nous demandons la neutralité sur nos fréquences 1800 comme les textes le prévoient**.

En effet, il n'y a pas, dans le cadre de cette proposition, de risque de rupture de l'équité concurrentielle. En autorisant les opérateurs qui le souhaitent, et Bouygues Telecom en particulier, à exploiter le LTE dans la bande de fréquences 1800, l'ARCEP ne porterait atteinte ni au principe d'égalité entre opérateurs, ni aux conditions d'une concurrence effective.

Il y a plusieurs motifs à cette affirmation.

En premier lieu, on observera que, pour sa part, **le régulateur britannique (OFCOM) n'a pas vu d'obstacle concurrentiel à autoriser EE⁵ (JV Orange/T-Mobile) à réutiliser des fréquences 1800 pour le LTE dès le 11 septembre 2012**. A l'évocation de cette décision britannique toute récente, Orange objecte souvent il est vrai que les situations ne sont pas comparables, qu'il s'agit de deux pays différents et de deux marchés différents et que rien n'est comparable. On ne saurait mieux dire : il existe en effet des différences entre les deux situations, mais elles jouent plutôt comme des a fortiori : d'une part, EE est leader du marché au Royaume-Uni avec 35% de parts de marché ce qui est loin d'être le cas de Bouygues Telecom en France, d'autre part, contrairement à ce qui est le cas en France, les fréquences 2600 MHz et 800 MHz n'ont pas encore été attribuées au Royaume-Uni, ce qui accroît donc mécaniquement l'avantage dont bénéficie cet opérateur qui, pendant plusieurs mois, sera seul à bénéficier du LTE sur le marché.

De fait, l'OFCOM a estimé que la période de 15 mois pendant laquelle EE sera le seul opérateur à offrir du LTE, suivi d'une période de 6 mois pendant laquelle EE bénéficiera d'une couverture LTE plus étendue que celle de ses concurrents, ne sont pas de nature à rompre l'équilibre concurrentiel.

Dans ces circonstances, et même si Bouygues Telecom respecte l'autonomie de chaque régulateur national dans le cadre du marché qu'il est chargé de réguler, on ne peut manquer de tenir compte du raisonnement suivi par l'OFCOM. Le régulateur britannique a manifestement eu l'intention de prendre une décision qui contribue à animer la concurrence sur le marché par l'introduction rapide d'une nouvelle technologie. De ce côté-ci de la Manche, de nombreuses décisions importantes de l'ARCEP ces dernières années ont elles aussi été inspirées par une volonté forte de soutenir et développer une concurrence forte sur le marché mobile. Une occasion de poursuivre dans la même voie se présente concernant le 1800 MHz alors que les fréquences 800 MHz et 2600 MHz ont déjà été attribuées et que Bouygues Telecom ne dispose que de 16% de parts de marché.

En deuxième lieu l'ensemble des opérateurs français disposent de fréquences permettant de déployer rapidement des réseaux 4G, de sorte que, contrairement à ce qui est affirmé bien souvent, Bouygues Telecom ne disposerait pas d'un avantage excessif avec le LTE 1800.

Orange et Free Mobile disposent sur la fréquence 2600 MHz des quantités de fréquences les plus importantes, permettant d'offrir, comme ils l'affirment eux-mêmes, une qualité de service

⁵ EE : JV entre Orange et T-Mobile au Royaume-Uni dénommée « Everything-Everywhere ».

supérieure. De plus Orange, SFR et Free Mobile ont tous trois annoncé des lancements commerciaux pour début 2013. Orange et SFR en particulier ont été très explicites quant à d'importants lancements d'ici à fin 2012 : quatre villes pour Orange et une pour SFR (cf. réponse à la question n°1). Free Mobile, quant à elle, dispose déjà d'un réseau compatible avec la 4G. La proposition de l'ARCEP d'attribuer immédiatement à Free Mobile les 5 MHz non utilisés en HZTD lui permettrait de faire du LTE 1800 MHz sur 70% de la population et sur 73% du parc de ses sites déclarés à fin septembre 2012.

C'est en vain par ailleurs que certains opérateurs pourraient invoquer les difficultés techniques liées aux interférences pour en déduire que les déploiements des fréquences 800 MHz et 2600 MHz sont longs et compliqués, ce qui avantagerait Bouygues Telecom, capable de déployer rapidement le LTE 1800. En effet, les contraintes techniques à 2.6 GHz posées par la proximité des radars de l'aviation civile seront toutes résolues entre fin 2012 et début 2014, ainsi que l'a affirmé, le 27 août dernier, le ministre chargé des transports, de la pêche et de la mer dans un courrier adressé au collège mobile de la Fédération Française des Télécommunications (courrier joint en annexe à la présente réponse).

Par ailleurs, l'ensemble des opérateurs de la Fédération française des Télécoms conduisent actuellement une expérimentation technique concernant les conditions de déploiement du 800 MHz, ce qui devrait permettre d'avancer considérablement sur les modalités de traitement des interférences avec les fréquences dévolues à la télévision numérique terrestre.

Par ailleurs, à supposer qu'en effet le LTE 1800 soit un avantage si considérable au plan concurrentiel, Orange et SFR pourraient également décider de déployer le LTE dans la bande 1800 ... (Voir étude technique en Annexe 7.6). A cet égard, la charge sur le réseau d'Orange du trafic 2G de Free mobile généré par les accords d'itinérance entre ces deux opérateurs ne peut pas être retenue comme un argument s'opposant à l'autorisation du LTE 1800. Cette contrainte – à la supposer forte, ce qui reste à démontrer dans la mesure où le marché ne dispose d'aucune information à ce sujet – est le résultat d'un choix parfaitement délibéré de la part d'Orange. De la même façon qu'il n'appartient pas à Bouygues Telecom d'apprécier le bienfondé de ce choix financier qui, si l'on comprend, procure environ 330 M€ par an de revenu supplémentaire à Orange, il ne lui appartient pas davantage d'en subir les conséquences industrielles. Orange ne peut à la fois profiter des conséquences financières de l'itinérance, se plaindre de ses conséquences techniques et... en faire payer le prix à son environnement.

En troisième lieu, la seule circonstance que l'iPhone 5, présenté le 12 septembre dernier, ne soit disponible en LTE dans un premier temps qu'en 1800 MHz, ne constitue pas, intrinsèquement, un facteur de déséquilibre concurrentiel.

Si l'on en croit les indications d'Apple, le dernier né de la gamme iPhone (iPhone 5) ne serait disponible en LTE en Europe pour l'instant que dans la seule fréquence 1800.

Orange et SFR ont indiqué publiquement que le fait que l'iPhone 5 ne puisse être utilisé en LTE que sous la fréquence 1800 devrait conduire l'ARCEP à ne pas autoriser l'exploitation de la bande 1800 en LTE car un ou des opérateurs pourraient en retirer un avantage concurrentiel trop grand étant donné l'attrait de l'iPhone sur les consommateurs. Bouygues Telecom pense qu'il n'en est rien pour les motifs suivants.

D'abord, l'iPhone 5 supporte les dernières évolutions de la 3G permettant à tous les acteurs du marché d'en faire la commercialisation. Orange et SFR ont même très largement communiqué sur ce point expliquant que, du coup, ils ne ressentaient « aucune déception » par rapport à la configuration de l'iPhone 5.⁶

Ensuite, il existe en France bien d'autres smartphones LTE que l'iPhone 5, notamment très attractifs comme le Galaxy SIII de Samsung. On notera que l'iPhone ne représente en France que 20% du marché total des smartphones.

Enfin, on relève que lorsque le régulateur britannique a autorisé il y a quelques semaines l'exploitation du LTE dans la bande 1800 au bénéfice de EE, il a expressément écarté l'argument tiré de ce qu'il y aurait un avantage concurrentiel trop grand pour un opérateur à bénéficier d'un terminal qu'il serait le seul à pouvoir proposer en LTE⁷.

La proposition de Bouygues Telecom respecte le principe d'égalité entre opérateurs et les conditions d'une concurrence effective. Ainsi que l'affirme l'Autorité dans sa consultation publique « *la bande 1800 MHz en LTE apparaît donc comme une facilité pour les premiers déploiements du LTE, sans néanmoins en être une condition nécessaire* ».

[X]

⁶ cf Dépêche AFP du 14/09 à 18h03 "iPhone5: les opérateurs contournent le problème de la non-compatibilité 4G" et confirmée lors des prises de parole du 25 septembre 2012 :

« En effet, Orange comme SFR, insistent plutôt sur le fait que les utilisateurs du dernier né d'Apple pourront bénéficier chez eux de l'amélioration qu'ils ont opérée sur leur réseau 3G, permettant des débits importants jusqu'à 42 mégabits.

"Pas de déception", Delphine Ernotte Cunci, directrice exécutive d'Orange France indique ainsi proposer l'iPhone 5 "à tous ceux qui veulent profiter du H+, premier tremplin vers la 4G, qui couvrira plus de 60% de la population française fin 2012".

Même discours chez SFR qui souligne qu'il n'y a "pas de déception" sur la non-compatibilité de l'iPhone 5 avec la technologie 4G qu'il est tout juste en train de déployer ».

⁷ A1.26 : The next generation iPhone (iPhone 5) is expected to launch in 2012 and we note the suggestion of some stakeholders that the iPhone 5 will launch with [passage coupé par l'OFCOM pour raison de confidentialité].

A1.27 : Whilst the information provided to us by the respondent operators provides a good picture of expected device availability, we do not have definitive information on which future handsets will support LTE. However, we do not consider that we need definitive information on this matter for the purposes of our assessment.

3.16 : We find no evidence of a material unwarranted reputation effect thereafter that enabled Telefonica to win a disproportionate share of iPhone subscribers [allusion à l'exclusivité détenue par Telefonica au lancement du premier iPhone au Royaume-Uni] Decision – OFCOM – 21 August 2012.

6. Les modalités et le calendrier de restitution des fréquences doivent être étudiés précisément en fonction de la situation technique et concurrentielle.

[X]

7. [X]